

## **Déclaration**

La Kabylie fait face à une énième vague d'oppression et de répression qui s'inscrit dans la droite ligne du parachèvement de l'opération « zéro Kabyle ». Des centaines de citoyennes et de citoyens croupissent injustement dans les geôles algériennes, dont une partie sans procès. D'autres sont forcés à l'exil ou obligés de quitter leurs villages pour fuir l'enlèvement et la coercition. À l'arbitraire de l'incarcération inique et abusive s'ajoute celui d'un système judiciaire aux ordres, anti-kabyle et revanchard. Totalement instrumentalisé, il instruit des procès sur la base de dossiers vides lors desquels sont bafoués les droits les plus élémentaires de la défense. L'État algérien innove en matière judiciaire et crée le « délit de Kabylité ». Une discrimination systémique qui nourrit un anti-kabylisme abject.

Les arrestations, les emprisonnements et les condamnations à mort, aléatoires et arbitraires, de militants ou de simples citoyens kabyles, le plus souvent qualifiés de "terroristes", cultivent le silence et la terreur. Les parodies judiciaires, contraires aux principes universels du droit, aboutissent à des condamnations absurdes. Des centaines de militants et de citoyens kabyles sont malmenés, maltraités et humiliés ; certains parmi eux sont torturés et même parfois violés. Au-delà de l'injustice et des lois scélérates qu'ils subissent, tel que l'article 87 bis qui criminalise toute action pacifique, c'est à la Kabylie, à sa constance et à ses valeurs ancestrales qu'on s'attaque avec une violence inouïe.

Après plus de quarante ans de luttes pour l'ensemble de nos libertés, la Kabylie sombre aujourd'hui dans une infâme et ignoble dictature militaire et religieuse, doublée d'un racisme d'État ouvertement assumé. Le régime algérien via ses services de sécurité, tous corps confondus, a coulé une chape de plomb au-dessus de la Kabylie. Les initiatives associatives, culturelles, intellectuelles et politiques pacifiques, non contrôlées par l'État, sont criminalisées. Les actrices et les acteurs de la société civile sont persécuté.e.s et bâillonné.e.s. Le régime algérien a instauré un état d'exception en Kabylie en suspendant tous les droits et les libertés, y compris celle de circuler, pour des milliers de citoyens et citoyennes kabyles.

Face au terrorisme étatique de l'Algérie, la diaspora kabyle de France, partie intégrante de la Kabylie, a pris l'initiative de se constituer en collectif pour agir et réagir à la situation inquiétante que traverse la Kabylie. À l'issue de la rencontre de concertation qui s'est tenue le 8 janvier 2023 à Montreuil, des citoyennes et des citoyens de la diaspora ont décidé de se constituer en un Collectif intitulé « Collectif Action pour la Kabylie » (CAP-K). La mise en place de ce Collectif d'actions vise avant tout à mutualiser les énergies de la diaspora kabyle indépendamment des courants politiques qui la traversent. Le Collectif, composé d'acteurs associatifs, artistiques et militants de tous bords, soucieux d'agir en faveur de notre Kabylie, se fixe pour objectifs essentiels de désenclaver en toute urgence la Kabylie, de manifester clairement sa solidarité et de briser le mur du silence dès lors qu'elle subit des violences et des humiliations.

La gravité de la situation interpelle nos consciences et appelle à notre mobilisation en toute urgence afin de faire cesser la répression. Quelles que soient nos convictions et nos visions sur l'avenir politique de la Kabylie, nous avons le devoir d'agir en sa faveur, pour la défense et la sauvegarde de sa dignité et de sa liberté. En mettant l'intérêt de la Kabylie au-dessus de toutes autres considérations, le "Collectif Action pour la Kabylie" reste ouvert à toute bonne volonté. Le collectif entend également coordonner autant que possible ses actions avec d'autres acteurs de la diaspora kabyle en France et ailleurs dans d'autres pays en Europe et en Amérique.

## **Agissons pour la Kabylie**

**Collectif Action Pour la Kabylie (ApK)**

*Paris, le 11 janvier 2023*